

beaucoup d'autres choses à faire que de construire des routes. Ça c'est le vice-président de la Tchécoslovaquie qui me disait ça, le soir, lorsque nous avons été reçus dans un château quelconque, une réception du président de la Tchécoslovaquie.

Une voix: Un gouvernement NPD en Tchécoslovaquie.

M. Caouette: Un gouvernement NPD exactement. Monsieur l'Orateur, ce sont ces systèmes que les gens du NPD voudraient établir au Canada. Nous ne voulons pas de ce régime-là. C'est ce système que des chefs ouvriers voudraient nous donner. Prendre le contrôle de la politique et devenir les membres du gouvernement, comme en Russie, en Tchécoslovaquie, en Suède, en Norvège, comme dans tous ces pays-là. Leur niveau de vie est nettement inférieur au nôtre. On nous dira: Oui, mais écoutez, ils ne font que commencer, eux! Voilà 50 ans que le communisme existe en Russie. Lorsque nous nous reportons à 50 ans passés et que nous regardons la situation qui existait au Canada et en Russie, nous voyons que nous partions à peu près du même degré, mais après 50 ans d'administration, après 50 ans de développement, aujourd'hui, je dis nettement que nous sommes au moins 25 ans en avant de la Russie au point de vue de niveau de vie au Canada. Nous sommes en avance sur eux. Nous avons tout dans nos foyers—même des gens qui touchent des prestations d'assistance sociale, au pays, vivent mieux que ceux qui travaillent en Russie, présentement. Ils en ont plus à leur service.

Monsieur l'Orateur, ceci pour dire que les systèmes socialistes ne diffèrent pas tellement les uns des autres. Ce sont des systèmes où la personne humaine est rabaissée selon la volonté du gouvernement. Ah! les gens ont la sécurité, certainement. Quand j'ai un beau petit chien dans la maison, moi, je lui donne la sécurité. Je lui donne à manger, je le flatte. J'ai soin de mon petit chien. Seulement, sa liberté c'est moi qui l'ai, c'est moi qui décide quand le petit chien va aller dehors et quand il rentrera. C'est ça qu'on veut faire avec le peuple canadien.

Monsieur l'Orateur—comme je le disais dans mon communiqué—consciemment ou non ces quelques chefs ouvriers font le jeu des communistes, et jamais ces chefs ouvriers ne s'attaquent à la vraie cause des malaises politiques, économiques et sociaux qu'est la finance. On ne parle pas de cela. Quand on hausse le taux des intérêts, Claude Jodoin ne dit pas un mot, Marcel Pepin ne dit pas un mot, M. Laberge ne dit pas un mot, l'ancien président de la CSN, l'honorable ministre de la Main-d'œuvre ne dit pas un mot: Ils votent pour ça, pour qu'on augmente le taux des

[M. Caouette.]

intérêts. L'honorable ministre ira raconter ça aux électeurs de son comté à la prochaine élection, et nous en prendrons soin, monsieur l'Orateur. Nous lui rappellerons ses promesses de 25 ans, son abnégation, le don de soi-même pendant 25 ans. Depuis qu'il est dans le parti libéral, je ne le reconnais plus. Avant ça, je pensais que c'était un bon homme: pas aujourd'hui, monsieur l'Orateur. Jamais ces chefs ouvriers ne s'attaquent à la vraie cause des malaises politiques, économiques et sociaux. Seuls, et je l'ai mentionné, seuls les créditistes présentent une véritable solution: en commençant par mettre la finance au service des personnes humaines.

Une voix: Par la Banque du Canada.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, certainement par la Banque du Canada. Tiens! j'entends l'honorable député de Lotbinière (M. Choquette)...

M. Auguste Choquette (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question? C'est parce que, en 1963, monsieur l'Orateur, j'avais posé une question au député de Villeneuve, comme en fait foi la page 63 du compte rendu officiel. A ce moment-là, je lui avais demandé si le Crédit social prenait le pouvoir à combien serait réduit le chômage au pays. Il a répondu: à 100 p. 100. Et, j'ai bien savouré sa réponse. Je vais lui demander maintenant, si jamais on avait un gouvernement créditiste au Canada, est-ce que ce serait l'abolition de toutes les grèves au pays?

M. Caouette: Je le crois sincèrement, monsieur l'Orateur, et je vais lui dire pourquoi. Parce que le jour où le pouvoir d'achat des individus au Canada sera conforme à la production réelle dans notre pays, à ce moment-là, les revenus des citoyens ne dépasseront jamais la production canadienne, de sorte qu'il n'y aura pas de possibilité d'inflation. Il n'y aura pas, non plus, de possibilité de déflation puisque le mécanisme sera automatique, en tant que le peuple produit, les revenus augmentent, en tant que le peuple ne veut pas produire, les revenus diminuent.

Les grèves sont le contraire du bon sens parce qu'on pratique une diminution de la production au moment des grèves et on demande une augmentation de revenu, ce qui est complètement illogique.

Maintenant, pour revenir à ma pensée, monsieur l'Orateur, si les solutions présentées par le Crédit social ne semblent pas logiques, que doit-on penser des solutions présentées dans le système présent qui nous mettent aux prises avec le même problème année après année, à tous les dix ans, à tous les vingt ans et sans jamais arriver à une solution? Après la grève du rail, ce sera une autre grève.